



La Commune



Le Mur a quitté Berlin

Publié le février 2004



Palestine

En ce début d'année 2004, le peuple palestinien peut voir au-dessus de lui des gesticulations et des faux débats sur le énième plan de paix contenu dans la " feuille de route " et devant lui, inexorablement agrandi, le Mur édifié par Israël.

Contrairement à ce qu'écrit une certaine presse, il ne s'agit pas d'une alternative entre la paix avec un micro-État palestinien et la séparation brutale, entre ce qui serait un moindre mal et une politique sans aucun égard pour le peuple palestinien, mais au contraire de deux facettes de la même politique.

Une politique continue

Rappelons tout d'abord que le Mur a été commencé par le gouvernement travailliste sioniste d'Ehoud Barak et de Ben Eliezer, ministre de Sharon dans le premier gouvernement de celui-ci. Il avait d'abord bénéficié d'un vocable moins tranchant : " mur de séparation " avant de devenir " clôture de sécurité ". Il permettait à l'État sioniste de se prémunir (partiellement) des intrusions d'auteurs d'attentats-suicides et de contrôler de manière très tatillonne et humiliante les travailleurs palestiniens se rendant en Israël. Par ailleurs, il englobait et fragmentait déjà des propriétés d'agriculteurs palestiniens et séparait les villages de leurs terres de culture. Avec le gouvernement Sharon, il a conservé cette fonction mais en a acquis une autre : réduire la Cisjordanie à une série de bantoustans inextricablement entourés par un lacs de pierres infranchissables. Il s'est substitué à la Ligne Verte départageant Israël et les territoires qu'il occupe depuis 1967. Mais pour la politique expansionniste d'" Eretz Israël " (le " Grand Israël "), dont la colonisation est le principal objet, il était impensable de se cantonner à la Ligne Verte.

Un "Etat" de plus en plus croupion

De rapines en annexions, d'intimidations armées en harcèlements, les sionistes sont parvenus à édifier plus de 400 colonies en Cisjordanie et à Gaza, balayant eux-mêmes les défunts Accords d'Oslo, qui n'étaient pourtant qu'un marché de dupes cautionné par Arafat. À présent Sharon annonce publiquement que l'hypothétique État-croupion palestinien n'aurait que 40% de la Cisjordanie sans frontière avec le Liban, la Syrie ou la Jordanie.

C'est-à-dire que ce territoire serait enveloppé non seulement par le Mur à l'ouest mais par un terrain ("clôture", sans aucun doute) sous contrôle israélien au nord et à l'est. Quant à la bande de Gaza et aux arpents de cailloux voisins, ils seraient reliés à ces bantoustans (même l'ONU a repris cette qualification) par une route stratégique sous contrôle de l'armée sioniste, laquelle route s'ajouterait au réseau de routes contournant les colonies : de fait, les Palestiniens vivraient dans le trou aménagé entre de vastes échangeurs routiers, et ce n'est hélas pas une caricature.

Mobilisation contre le Mur

Face à ces menaces tout à fait tangibles, la direction Arafat-Qoreï a été obligée de réagir. l'axe de mobilisation du peuple palestinien tend à s'ordonner autour de la journée du 23 février, " Journée nationale contre le Mur ". Il est probable que les chimères du plan de Genève mâtiné du projet dit de " feuille de route " découpant les terres du peuple palestinien vont laisser la place, sous les feux de l'actualité, à la centralisation du combat contre l'édification du Mur. Les masses se battent contre leur situation présente avant d'envisager un hypothétique avenir décidé sans elles. On ne peut imaginer objet de haine plus palpable que ce Mur qui en rappelle un autre, édifié également contre les peuples. Et ce n'est pas un Mur où se fracassent les aspirations du peuple palestinien, précisément parce que cette monstrueuse construction (condamnée, formellement bien sûr, même par Washington) peut cristalliser dans le monde une mobilisation massive en soutien aux victimes du sionisme. C'est dans le monde que ce nouveau Mur de la Honte va être pierre par pierre descellé, jusqu'à mettre l'État sioniste en position d'assiégeant assiégé.